

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 496

Artikel: Consommation : où l'idéal coopératif prend l'eau
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016450>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

COURRIER

La «solution» du déchets

Vous avez bien entendu: parmi les conditions nécessaires pour obtenir l'autorisation de construire une centrale nucléaire, il faut apporter la garantie de l'élimination sûre et à long terme des déchets radioactifs.

Et vous l'avez bien compris: là, on se moque de nous!

Mais bien sûr: depuis le temps qu'on nous affirme que le problème des déchets est résolu, il n'y a plus besoin de garantie: c'est déjà garanti! Et voyons comment.

Le rapport technique de la CEDRA de 1976 (ce n'est pas si vieux) concernant le projet de stockage de déchets radioactifs sur la Commune de Bex prévoyait que les déchets hautement radioactifs soient isolés de la biosphère pendant un million d'années. Pour les déchets de radioactivité moindre, l'anhydrite était la roche offrant les garanties nécessaires.

Depuis lors, nos autorités et les milieux proches de la CEDRA nous ont appris plusieurs choses nouvelles:

— Les pays qui retraitent nos combustibles irradiés vont bel et bien nous renvoyer nos déchets hautement radioactifs pour que nous nous débrouillions tout seuls. On s'y attendait, et c'est d'ailleurs bien normal. Le problème reste néanmoins résolu.

— La période d'isolement nécessaire pour ces déchets devient tout à coup et sans explication dix fois plus courte: plus besoin d'un million d'années, cent mille ans suffiront. 90% de rabais! Le problème est toujours (est toujours mieux) résolu.

— L'anhydrite, c'est du passé: on mettra nos déchets dans d'autres formations, par exemple à grande profondeur dans le socle cristallin. Le rapport cité de la CEDRA disait pourtant (1976) que "les granites et les gneiss suisses... ne se prêtent pas bien au stockage des déchets radioactifs". Mais les Bellerins sont calmés —

du moins on l'espère — et le problème est encore résolu.

Pendant combien de temps faut-il mettre à l'épreuve un modèle automobile pour pouvoir offrir une garantie d'un an? Si elle "tient" trois jours et demi, peut-on en déduire qu'elle tiendra bien un an? Mais voyons, c'est cent fois plus long: on ne peut pas extrapoler à cette échelle!

Pour qu'un dépôt de déchets puisse être garanti cent mille ans (ne parlons plus de ce fâcheux million), un millier d'années d'observation ne suffira de loin pas: il faudra bien plus longtemps pour pouvoir donner une garantie quelconque.

Là, j'entends encore la voix du Professeur Jäckli, géologue qui a rédigé une partie du rapport de la CEDRA et qui est notre autorité nationale en la matière. Lors d'une assemblée à Liestal, il y a quelques années, des ergoteurs comme moi l'agaçaient et il leur avait répondu: "Et puis on va bien bricoler ça d'une manière ou d'une autre!" (Et le rapport de la CEDRA, qui n'avait rien oublié, disait discrètement: "Et c'est également pour des raisons psychologiques qu'il importe aux membres de la CEDRA de créer aussi vite que possible un dépôt de ce genre: en effet, l'absence de dépôt en Suisse pour les déchets radioactifs est souvent utilisée comme argument contre la construction de centrales nucléaires.")

Soyez donc rassurés, producteurs d'électricité: il n'y a aucun risque (pour vous)! Cette exigence de résoudre le problème, c'est pour assurer le bon peuple. En fait, il y a bien longtemps que le problème est résolu. On n'a aucune idée comment, mais cela n'a pas d'importance. Et quoi qu'il arrive, on connaît des gens qui sauront bien "bricoler ça" quand les déchets seront là.

A moins que... diable! Pourvu que ces casse-pieds d'"antinucléaires" ne s'aperçoivent pas qu'on a voulu les blouser!

François Burnier

CONSOMMATION

Où l'idéal coopératif prend l'eau

En 1967, le groupe Coop, qui s'appelait encore l'Union suisse des coopératives de consommation, cessait d'être la plus grande entreprise de vente au détail suisse; cette année-là, les magasins des "coopératives historiques" réalisaient un chiffre d'affaires de 2347 millions de francs, contre 2389 millions pour les succursales Migros.

Depuis lors, l'écart n'a cessé de se creuser. L'an dernier, Migros en était à 6,4 milliards et Coop à 4,54 milliards, pour les seules ventes de détail. Et au niveau du groupe d'entreprises tout entier, les chiffres étaient encore plus implacables: 7,5 milliards pour Migros et 5,2 milliards pour Coop.

Et pourtant Coop a, semble-t-il, consenti des efforts immenses pour compenser le handicap de son ancienneté et celui de structures héritées d'un passé glorieusement non-gestionnaire.

En quinze ans, les fusions opérées sous la pression d'une nécessité de plus en plus impérieuse ont "permis" de réduire l'effectif des sociétés coopératives de consommation de 501 à 78 et le nombre des points de vente de 4500 à 1670. Le processus de concentration a même atteint le Tessin, dont la résistance tenace lui a valu d'être considéré comme "le sol le plus pierreux qui soit"; dixit Robert Kohler, président de la direction de Coop suisse, homme d'appareil et exécuteur des hautes œuvres technocratiques, davantage préoccupé par les critères de rentabilité que par la philosophie coopérative.

Il suffit de lire le discours tout empreint de conformisme bon teint prononcé par le dit Robert Kohler lors de la conférence annuelle de Coop tenue à Bâle la semaine dernière, il suffit de parcourir le document pompeusement intitulé "Finalité d'entreprise du groupe Coop" pour comprendre que, même du

haut de la haute tour aménagée l'an dernier, on a de la peine à penser "large" et à se détacher des contingences immédiates — effectivement préoccupantes.

La "finalité" du groupe? Passons sur la traduction qui n'éclaire guère la pensée des auteurs, elle-même confuse. Or donc, il paraît qu'en Suisse "on reconnaît davantage notre prestation et on voit en nous (Coop) un partenaire digne de confiance dans le secteur de l'approvisionnement". Fort bien, mais où sont les objectifs originaux de cette entreprise? Priorité au rendement économique, profession de foi en "notre ordre social libéral", prise en considération "dans la mesure du possible" des problèmes économiques, sociaux et écologiques, indépendance financière et auto-financement maximal, autant de principes éprouvés, une bannière peu compromettante pour les tenants du mouvement coopératif. Avec toutes nos condoléances à ceux qui devront, se basant sur des principes aussi vagues, fabriquer des "maximes" d'action capables de guider, dans leurs activités quotidiennes, les chefs acheteurs, les directeurs de sociétés et autres responsables de fabriques, d'entrepôts et de magasins.

La peur, la "crise" sont de bien mauvaises conseillères. Elles incitent au repli, au gros dos, à la chèvre-chou, quand l'imagination et l'audace seraient de rigueur. Ne fût-ce que dans l'intérêt bien compris des centaines de milliers de ménages en quête d'un comportement critique de consommateur averti et pour qui Coop, c'est encore "autre chose".

A tous égards du reste le moment est propice au "démarquage": Migros, un peu gênée, encombrée même par ses propres dimensions, est un monstre vulnérable. Le "roquet" Usego s'est risqué à l'attaquer, de la plus mauvaise manière qui soit d'ailleurs, donc sans chance de succès. Mais l'immense Coop, avec sa fortune immobilière (non avouée, mais à coup sûr colossale) pourrait porter des coups qui seraient durs et qui laisseraient envisager de nouveaux équilibres dans la branche. A une condition: oser le faire, et motiver le personnel

dans cette tentative. Car il faut l'avouer, à la limite, la seule différence entre Coop et Migros, c'est que la seconde exige — et obtient — bien davantage de ses collaborateurs, particulièrement de ses cadres moyens et supérieurs, soumis à un drill permanent et à des stimulants continuels. Pas décette drogue chez Coop, et non pas pour des motifs "idéologiques" qui pourraient être honorables, mais parce qu'y règne une culpabilisation somnolente. L'idéal coopératif au renart et la gestion ronronnante n'ont décidément pas de quoi enthousiasmer.

Grave, cette décrépitude de l'idéal coopératif à travers son représentant le plus connu, alors que dans la Suisse entière des "collectifs" tentent de trouver leur rythme de croisière en mettant en pratique les principes difficiles caractéristiques du mouvement généreux qui présida à la naissance de Coop.

GENÈVE

Les lendemains qui ne chanteront pas

Vague de fond de la gauche socialiste: avant les élections genevoises, la presse le prédisait, et la droite le craignait. Il y a des prophéties qu'il est bon de publier pour qu'elles ne se réalisent pas: on endort d'adversaire et on réveille les enthousiasmes dans son camp.

Après les élections, nouveau commentaire unanime: raz de marée des libéraux.

Ces deux photographies, avant-après, vague de fond et raz de marée, sont aussi trompeuses l'une que l'autre. Raccourcis simplistes pour décrire la politique spectacle, mots passe-partout de l'information vendue au quotidien — sports, météo, activité économique, vie politique, un seul vocabulaire.

La Ville de Genève a perdu 5000 électeurs en quatre ans; ce sont les quartiers populaires qui s'amaigrissent, alors que les "beaux quartiers" se développent encore. Premier élément d'appréciation.

La participation, ensuite. Si elle est stable en

moyenne pour la ville par rapport à 1975, elle varie tout de même de quartier en quartier: nettement plus forte dans les quartiers "bourgeois", elle stagne ou recule dans les fiefs de la gauche. La bonne société s'est mobilisée devant les dangers: la peur est bonne compagne de l'esprit civique. Meilleure encore que l'espoir d'un changement. Deuxième élément d'appréciation.

Il reste que la Ville de Genève n'est pas le Canton. On est en présence de 44 communes. Vernier, près de 30 000 habitants, se donne une majorité de gauche. Voilà aussi un changement considérable. Et partout, dans les agglomérations suburbaines, dans les communes de campagne, les socialistes progressent.

Plus que des variations dans les options des électeurs, ce sont d'abord des transformations dans la structure de la population — exode vers la périphérie — qui expliquent les résultats. Prendre en compte également des comportements divergents dans les différentes couches sociales: apathie chez les salariés — la gauche est là directement interpellée! — et réaction des privilégiés.

Mais le décompte des voix et des sièges ne suffit pas pour établir un bilan politique; il s'agit aussi de comptabiliser la réalisation des objectifs. Ici, la gauche est déjà gagnante: sans l'appui d'une majorité, ses idées peu à peu passent dans les faits et sont reprises tous azimuts; pas le triomphe, mais des jalons non négligeables. Un seul exemple: la Ville de Genève est le premier propriétaire immobilier de la Commune et elle met sur le marché des logements confortables à des prix abordables.

Demeure le paradoxe: la poussée des libéraux qui nous promettent le printemps, c'est le succès des représentants du béton, de la circulation automobile prioritaire et de la promotion sauvage, alors que la tendance dominante dans ce canton urbain est, en réaction, à la préservation de l'habitat, au développement de conditions de vie plus agréables en ville. Si les libéraux se laissent aller à leurs penchants, cela promet de belles claques populaires pour les quatre ans à venir.